

COMMUNIQUE DE PRESSE



Paris, le 10 avril 2018

Industrie Télécom en France :

la CFE-CGC Nokia dénonce les attermoissements du gouvernement

Michel Combes, ancien Directeur Général d'Alcatel-Lucent, est auditionné le 11 avril par la Commission d'enquête de l'Assemblée Nationale sur la politique industrielle de l'Etat sur les engagements pris par Nokia, avec Emmanuel Marcon, alors Ministre de l'Economie et du Numérique, lors du rachat du groupe Français en janvier 2016.

Pour rappel, les engagements comportaient 2 volets : le premier sur l'emploi avec deux engagements dont un échu non tenu et l'autre toujours en cours selon la Direction France, et le deuxième sur les activités avec six engagements dont un partiellement tenu !

Depuis 2016, la commission gouvernementale a rencontré chaque trimestre les représentants français du groupe Nokia, parfois avec les représentants du personnel, pour suivre les engagements du groupe finlandais avec les résultats que l'on connaît.

Pour la CFE-CGC Nokia, convoquer plus de deux ans après, Michel Combes dont l'intérêt, désormais bien connu, porte plutôt sur ses indemnités de départ que sur l'avenir des entreprises qu'il déserte, n'apportera aucun éclaircissement à un gouvernement signataire d'un accord qu'il n'a jamais voulu rendre public.

La CFE-CGC Nokia dénonce cette manœuvre qu'elle considère comme une diversion pour masquer l'incapacité du gouvernement à faire tenir ses engagements aux entreprises internationales rachetant les fleurons de l'Industrie Française, alors que les télécoms sont présentés comme un secteur stratégique par le gouvernement.

Après deux plans sociaux depuis le rachat, les salariés n'ont plus confiance dans leur entreprise, ni dans le gouvernement pour sauver ce qu'il reste d'industrie et de recherche fondamentale de la filière télécoms en France.

Contact presse

Christophe Boulanger - DSC-Alcatel Lucent International - 07-85-69-99-33

Isabelle Strassen - RS-CCE - 06-12-74-60-63